



Assemblée générale

Distr. générale
25 février 2022

Français seulement

Conseil des droits de l'homme

Quarante-neuvième session

28 février–1^{er} avril 2022

Point 2 de l'ordre du jour

**Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies
aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat
et du Secrétaire général**

Exposé écrit* présenté par Tamil Uzhagam, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[7 février 2022]

* Le présent document est publié tel qu'il a été reçu, dans la langue originale seulement. Les vues qui y sont exprimées ne sont pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies ou de ses représentants.



L'arrêt des violences contre les journalistes Tamouls dans le Nord et Est de Sri Lanka

Les journalistes Tamouls au Sri Lanka ont continué à faire l'objet de menaces en 2021. En 2021, nous avons reçu 74 plaintes des journalistes tamouls intimidés, menacés, violentés, et menacés de mort par les Génocides force singhalaises.

Plusieurs journalistes Tamouls dans le Nord et Est ont vu leur véhicules vandaliser, leurs bureaux sont constamment visités par les services secrets militaires et de la police Sri Lankaise, des bureaux des journalistes ont été détruits lors d'un incendie criminel. Les journalistes Tamouls ont été menacés et surveillés par la suite. Il y a également eu une tentative d'impliquer des journalistes Tamouls dans des attaques et arrestations sous la loi de prévention du Terrorisme.

Le 27 novembre, un groupe de soldats de l'armée sri-lankaise a battu Vishwachandran, qui contribue à des publications sur les violations des Droits de l'Homme contre les tamoules, avec une palme enveloppée de fil de fer barbelé alors qu'il couvrait une commémoration des morts de la guerre civile sri-lankaise dans le nord du district de Mullaitivu ; une déclaration de la Fédération des syndicats des employés des médias, un réseau local de syndicats pour les journalistes en activité et les travailleurs des médias ; une déclaration du Mullaitivu Press Club ; et une personne proche du dossier, qui s'est entretenue avec notre association sous couvert d'anonymat par crainte de représailles de la part des autorités et des forces singhalaises Responsables du Génocide contre le Peuple Tamoul.

Après que le Mullaitivu Press Club a organisé des manifestations exigeant que les autorités prennent des mesures urgentes contre l'accusé, des officiers de la police militaire sri-lankaise ont amené trois soldats de l'armée au poste de police de Mullaitivu le 28 novembre et les ont accompagnés jusqu'à leur libération sous caution, selon des dépêches. et la personne connaissant le dossier. Cette personne a déclaré que les autorités n'avaient pas amené l'accusé devant un magistrat, comme l'exige habituellement la loi, et n'avaient pas déposé de rapport officiel contre l'accusé à ce jour.

Le 30 novembre, l'armée sri-lankaise a publié une déclaration niant l'attaque contre Vishwachandran, affirmant que son enquête avait révélé que le journaliste était tombé à la renverse par-dessus sa propre moto sur une clôture en fil de fer barbelé avant de s'allonger sur le sol pour « poser pour des visuels dans le cadre d'une mise en scène ». tournage."

La déclaration alléguait également que le rapport d'examen médical de l'hôpital local où Vishwachandran avait été soigné à la suite de l'attaque montrait que le journaliste n'avait été traité que pour "abrasion" et "contusion". La publication des détails du rapport d'examen médical de Vishwachandran constitue une violation de la confidentialité en vertu de la loi sri-lankaise.

« Le refus par l'armée sri-lankaise du passage à tabac brutal de Vishwalingam Vishwachandran par ses soldats est une attaque effrontée et honteuse contre la liberté de la presse dans un pays où les journalistes tamouls continuent d'être constamment harcelés pour avoir fait leur travail », a déclaré Steven Butler, coordinateur du programme Asie du CPJ, à Washington, DC "Les autorités doivent ouvrir rapidement une nouvelle enquête impartiale sur l'incident et tenir les auteurs responsables tout en protégeant la sécurité et la confidentialité de Vishwachandran dans le processus."

Vishwachandran a subi de graves blessures à l'estomac, aux bras et aux jambes et a été admis dans un hôpital local pour y être soigné, selon le communiqué du Mullaitivu Press Club.

Les travailleurs des médias d'État qui protestaient contre la politisation et l'utilisation abusive des ressources des médias d'État ont été menacés et accusés d'activités antigouvernementales. Journaliste chevronné et dirigeant syndical, Les journalistes Tamouls ont été constamment attaqués à plusieurs reprises en tant que partisan et traître des LTTE, compromettant gravement leurs sécurités et leurs travaux. Ils continuent de faire l'objet de graves menaces sous la loi de prévention contre le terrorisme.

Depuis juin 2021, la Division des enquêtes sur le terrorisme (TID) du Sri Lanka qui occupe actuellement le tamoul Eelam continue de cibler un journaliste tamoul et un étudiant de l'Université de Jaffna.

La dernière convocation de la TID indiquait que P. Sujeeban était réquisitionné pour une enquête en cours, ordonnant au journaliste de comparaître à Kilinochchi (capitale du Tamil Eelam) le 17 décembre.

En effet les journalistes qui ne font que montrer l'histoire d'une lutte de libération sont considéré comme des "terroristes" par un Etat Génocidaire qui adopte un comportement pour le coup proche du terrorisme en intimidant constamment les journalistes et le peuple tamouls d'Eelam.

Depuis juin, les agents de la TID interrogent les journalistes de Kilinochchi pour obtenir des informations sur Sujeeban. Le 5 juillet, il a été convoqué pour une enquête de deux heures pour «incitation au terrorisme» sur Facebook.

Ils ont demandé à maintes reprises des renseignements aux membres de ma famille : « Que font-ils? Mes frères des LTTE [Tigres de libération de l'Eelam tamoul]? » dit Sujeeban.

Après des semaines d'enquête et de harcèlement, M. Sujeeban a écrit une autre lettre pour implorer l'État génocidaire sri lankais de lui permettre de mener une vie normale parce qu'il n'as pas pu vivre librement dans ce pays ».

Ces incidents sont les derniers d'une long série d'attaques subies par des journalistes tamouls dans le Nord et Est de l'île. Rien qu'au moins de décembre 2021, les correspondants de journaux Tamoul ont été sauvagement agressés par des militaires pour avoir couvert des informations sous occupation des Génocidal militaires singhalaise. De même, un jeune journaliste tamoul a été attaqué par deux inconnus à Jaffna avec du fil de fer barbelé et sa moto a été brisée en août de cette année 2021.

Alors qu'un gouvernement chauvin cinghalais-bouddhiste règne à Colombo, les journalistes tamouls du nord-est voient leur liberté de la presse de plus en plus menacée car ils sont constamment menacés et intimidés pour avoir fait leur travail.

En date : le 27 mai 2021, un reporter pour un quotidien tamoul, a été violemment attaqué par un officier de police, qui l'a frappé et a jeté à terre son appareil photo, avant de le menacer du pire s'il rendait public cette agression.

Le journaliste réalisait un reportage sur un temple hindou situé dans le district de Mullaitivu, sur la côte nord-est du Sri Lanka, placé au cœur d'un conflit entre les tamoules de l'île - d'une part, et les militaire cinghalaises - traditionnellement bouddhiste - de l'autre. Occupé depuis plusieurs années par des moines bouddhistes, qui ont récemment installé des caméras de surveillance pour en contrôler l'accès, le temple en question a fait l'objet d'une décision de justice rendue le 6 mai 2019, laquelle donnait raison à ses adeptes hindous.

Accusations fabriquées

L'écrasement de la résistance pour la liberté du Tamoul Eelam, le 18 mai 2009, en commettant un Génocide contre les Tamouls, a laissé de lourdes traces dans la mémoire du pays, et les forces de sécurité multiplient les intimidations contre les journalistes qui veulent enquêter sur les revendications des représentants des tamoules.

En 2021, plusieurs journalistes dans le Nord Est ont été agressé et ont été arrêté par la police sur la base d'accusations totalement fabriquées. leurs crimes étaient en réalité d'avoir voulu couvrir une manifestation demandant justice pour les disparitions de civils tamouls pendant la guerre.

Totale impunité

Cette recrudescence des attaques contre les journalistes tamouls est d'autant plus préoccupante que les autorités de Colombo ont, après les tragiques attentats du dimanche de Pâques, le 21 avril 2019, réactivé les procédures de détention abusive permises par la Loi sur

la prévention du terrorisme (Prevention of Terrorism Act, PTA) - un texte qui avait été instrumentalisé pour intimider, arrêter ou même éliminer les reporters gênants durant les années noires.

Permettre aux journalistes d'enquêter librement sur les sujets controversés est le meilleur moyen d'apaiser les tensions. Treize ans après la fin de la guerre civile qui a ravagé le Sri Lanka, la recrudescence des atteintes au travail des journalistes tamouls par les forces de sécurité du pays rappelle les pires heures de l'histoire du pays, lorsqu'il était l'un des plus meurtriers au monde pour les reporters."

Recommandations

Aux membres du CDH devrait prendre les mesures suivantes pour protéger le peuple tamoul du Génocide en cours :

- Reconnaître la résolution sur le génocide adoptée à l'unanimité au Conseil provincial du Nord du Sri Lanka, Présider par CW Wigneswaran, le 10 février 2015.
- Référé le Sri Lanka à la Cour pénale internationale
- Exhorter le gouvernement sri-lankais à arrêter immédiatement l'occupation des terres dans le Nord -Est avec ses colons militaires et cinghalais.
- Les membres du Conseil devraient travailler ensemble pour désigner un rapporteur spécial pour le Nord et Est du Sri Lanka, sous agenda 4 chargé de surveiller et d'enquêter sur les violations des droits de l'homme et la répression contre le peuple tamoul.
- De mettre fin à la politique de violences à l'encontre des journalistes Tamouls menée par les forces de sécurités Sri Lankaise et de lutter contre l'impunité.

ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME (IADHR).ALLIANCE INTERNATIONALE DES JOURNALISTES,GLOBAL TAMIL MOUVEMENT, une/des ONG sans statut consultatif partage(nt) également les opinions exprimées dans cet exposé.